

**FEMINIST** →

**ACTION NEXUS**

for Economic and Climate Justice

# Retour sur l'Initiative Bridgetown : une analyse et une critique féministes systémiques

## QU'EST-CE QUE L'INITIATIVE BRIDGETOWN ET D'OÙ VIENT-ELLE ?

En amont de la COP27, Mia Mottley, Première ministre de la Barbade, a annoncé [l'Initiative Bridgetown](#), un programme politique de réforme de l'architecture financière mondiale et du financement du développement dans le contexte d'une confluence de trois crises mondiales (dette, climat et inflation). L'Initiative Bridgetown propose la création de nouveaux instruments et la réforme des institutions existantes pour financer la résilience climatique et les Objectifs de développement durable (ODD). Avinash Persaud, conseiller de la Première ministre et principal promoteur de l'Agenda de Bridgetown, propose plusieurs mécanismes globaux pour la mise à disposition de fonds :

- l'augmentation des **liquidités** (par le biais des droits de tirage spéciaux ou DTS),
- l'augmentation des **prêts** (principalement par l'intermédiaire des BMD),
- l'augmentation des **investissements du secteur privé** pour la « transformation verte »,
- la **réforme des IFI**, et

- ➔ d'autres changements structurels dans la gouvernance macroéconomique, notamment en matière de fiscalité, de commerce, d'IDA, etc.

L'Agenda de Bridgetown préconise également l'inclusion de **clauses relatives aux catastrophes et aux pandémies** dans l'ensemble des prêts accordés par les principaux bailleurs de fonds, afin de garantir la suspension automatique de la dette en cas de perturbations climatiques ou d'autres perturbations majeures.

## COMMENT L'AGENDA DE BRIDGETOWN A-T-IL ÉVOLUÉ ?

Dans les mois qui ont suivi sa première présentation, plusieurs mises à jour de « Bridgetown » ont vu le jour, notamment un [document non officiel](#) diffusé lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, puis [une vue d'ensemble](#) présentée par la Première ministre Mia Mottley à l'ONU en avril 2023. Comme « **Bridgetown 2.0** » n'a pas encore été publié (à la date où nous écrivons ces lignes, début mai 2023), les spécificités des propositions semblent évoluer et, malheureusement, perdre de leur caractère progressiste.

L'Initiative Bridgetown initiale publiée en 2022 proposait des augmentations de la liquidité d'urgence, 1 000 milliards de dollars supplémentaires de prêts multilatéraux et des investissements privés dans la résilience climatique soutenus par des prêts de la part des BMD et/ou des droits de tirage spéciaux. Bridgetown 1.0 appelait à la suspension des majorations d'intérêt, à la réorientation d'au moins 100 milliards de dollars de DTS, auxquels s'ajouterait une émission supplémentaire de 650 milliards de dollars, et à l'opérationnalisation du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité (fonds fiduciaire RD) du FMI. (La Barbade a depuis lors été l'un des premiers pays à [conclure un accord sur un prêt au titre du fonds fiduciaire RD](#), et [des inquiétudes ont été exprimées](#) quant à la tendance du fonds fiduciaire RD à se tourner vers le secteur privé et à sa dépendance à l'égard d'un modèle d'endettement public au profit du secteur privé.)

Ces propositions, qui s'adressent principalement au FMI, s'accompagnent d'appels lancés auprès de la Banque mondiale et d'autres BMD pour qu'elles augmentent leurs prêts concessionnels (en utilisant toute la « marge de manœuvre » disponible) afin de permettre aux pays de financer le développement et l'action en faveur du climat. Bridgetown a également demandé la mise en place de nouveaux mécanismes multilatéraux pour financer les pays au lendemain de catastrophes et pour « accélérer les investissements du secteur privé dans la transition vers une économie à faibles émissions de carbone », sur la base de projets plutôt que par pays.

L'ordre du jour actualisé annoncé par Mme Mottley et M. Persaud à l'ONU fin avril abandonne la proposition en faveur d'une émission supplémentaire de DTS et réduit de moitié le montant des prêts consentis par les BMD (500 milliards de dollars au lieu de 1 000 milliards de dollars), conformément à la proposition du Secrétaire général de l'ONU d'un [ensemble de mesures porteuses de transformations en faveur des ODD](#). Bridgetown 2.0, qui met encore plus l'accent sur le secteur privé que sa version

initiale, appelle à un investissement privé de 1,5 trillion de dollars « dans la transformation verte ». La plupart des propositions les plus progressistes du document interne partagé avant cette annonce ont été abandonnées, notamment la reconstitution de l'IDA, les taxes sur les émissions et les entreprises et la suspension de la surtaxe. Il convient également de souligner que le document non officiel mentionne l'annulation de la dette, alors que l'annonce faite par Mme Mottley à l'ONU fait référence à la viabilité et à la restructuration de la dette, « avec des taux d'intérêt bas à long terme ».

Selon [Reuters](#) (26 mai 2023), une nouvelle version de Bridgetown 2.0 a été communiquée aux gouvernements avant le Sommet de Paris pour un Nouveau pacte financier mondial, mais celle-ci n'a pas encore été publiée. Cette dernière version inclut une proposition de 100 milliards de dollars en garanties de change, afin de « réduire les primes de macro-risque excessives » sur les investissements dans des monnaies plus volatiles. Cette proposition est conforme à celle présentée par Avinash Persaud dans le document non officiel diffusé en avril lors des réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, qui appelait à la création d'un fonds fiduciaire dédié au financement des investissements verts (Just Green Investment-Financing Investment Trust - JGT-FIT) par le biais d'une couverture des risques de change pour les investissements à long terme.

Étant donné que l'Initiative Bridgetown continue d'être remaniée dans les discussions privées et les espaces politiques internationaux, il est probable que son orientation changera encore pour devenir plus acceptable aux yeux des personnes influentes de l'hémisphère nord. La brèche ouverte grâce au leadership et à l'autorité morale de la Première ministre Mia Mottley risque de se refermer au profit d'un Agenda du secteur privé qui s'inscrit facilement dans les discours dominants de la Banque mondiale et du FMI, ainsi que d'initiatives individuelles en dehors du cadre de l'Agenda multilatéral, comme indiqué ci-dessous.<sup>1</sup>

## QUELS SONT LES PROCESSUS MULTILATÉRAUX MONDIAUX SUR LESQUELS L'INITIATIVE BRIDGETOWN EXERCE UNE INFLUENCE ?

[Sommet pour un Nouveau pacte financier mondial, Paris, 22-23 juin](#) : le président français Emmanuel Macron voit dans l'Initiative Bridgetown un moyen de concrétiser son engagement en faveur d'une plus grande « solidarité avec l'hémisphère sud ». L'Inde, qui préside actuellement le G20, et la France accueilleront conjointement le sommet, avec un comité de pilotage constitué de l'ONU, des institutions de Bretton Woods ainsi que d'autres gouvernements, dont les États-Unis et la Barbade. Le sommet se concentrera sur quatre objectifs principaux (faisant écho à Bridgetown)

---

<sup>1</sup> Mariama Williams, experte respectée en matière de développement et de climat basée en Jamaïque, expose les craintes suivantes : « Lorsque nous arriverons à la version finale [de Bridgetown], elle sera tellement édulcorée que l'élément transformateur sera à peine présent, mais les pays ne pourront pas la rejeter parce qu'elle a été présentée par la Barbade ». Extrait de ses observations lors du webinaire d'Eurodad du 23 mai, [Rebranding or reshaping the global financial architecture? MDBs reform, Bridgetown Initiative and the New Global Financial Pact](#) ( « Redonner une nouvelle image ou remodeler l'architecture financière mondiale ? La réforme des banques multilatérales de développement, l'Initiative Bridgetown et le Nouveau pacte financier mondial »).

par l'intermédiaire de quatre groupes de travail composés principalement de gouvernements des pays de l'hémisphère nord et d'autres créanciers : l'augmentation de la marge de manœuvre fiscale, en particulier pour les pays les plus endettés ; la promotion du développement du secteur privé dans les PFR ; la transition vers l'énergie verte ; et le financement innovant pour les pays vulnérables au changement climatique. Plusieurs propositions formulées à Bridgetown sont susceptibles d'être prises en compte dans les discussions du sommet et dans son aboutissement (le « Nouveau pacte financier mondial »), au travers de volets spécifiques intitulés : « Oser des instruments et des financements innovants face aux nouvelles vulnérabilités » dans le contexte de la vulnérabilité climatique, et « Créer un environnement propice au secteur privé ».

## **Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI à Marrakech, du 9 au 15 octobre :**

lors des réunions de printemps organisées en avril dernier et des réunions annuelles à venir, la société civile et les gouvernements se mobilisent autour des propositions énoncées dans l'Agenda de Bridgetown et dans des propositions similaires à grande échelle telles que le « [Programme d'action d'Accra à Marrakech](#) » du V20 (lancé en avril 2023) dans le contexte des pressions exercées actuellement en faveur d'une réforme de l'architecture financière internationale. Le [processus de la Feuille de route pour l'évolution](#) de la Banque mondiale met l'accent sur la réduction des risques dans une approche similaire à celle de Bridgetown, en limitant le rôle de l'État à la facilitation, ou à l'« accompagnement »,<sup>2</sup> en augmentant le nombre de prêts en faveur du développement et de l'action climatique.<sup>3</sup> Comme l'a expliqué Jean Saldanha lors d'un récent webinaire d'Eurodad sur Bridgetown, « l'accent singulier et problématique mis sur le financement privé », qui caractérise à la fois les discussions en cours au sein des institutions de Bretton Woods et l'Initiative Bridgetown, a suscité des inquiétudes au sein du mouvement pour la justice économique qui réalise un suivi détaillé de ces discussions.

## **Conférence des Parties à la CCNUCC (COP28) sous la présidence des Émirats arabes unis (EAU), du 30 novembre au 12 décembre :**

la COP28 fera avancer les discussions sur la sécurisation du financement du nouveau fonds pour les pertes et dommages, ainsi que sur des questions plus larges concernant la pertinence de la justice économique et de la justice de genre dans la sphère politique relative au climat (en particulier à travers le cadre de la transition équitable). L'analyse menée par Liane Schalatek, entre autres, fait craindre que Bridgetown ne détourne l'attention des principes durement acquis dans le domaine du

---

2 Cette expression est utilisée par la Professeure Daniela Gabor, de l'université UWE Bristol, lorsqu'elle explique comment le Consensus de Washington est devenu un « Consensus de Wall Street », avec des répercussions sur la création de dettes, la privatisation et l'accent mis à tort sur l'investissement institutionnel pour le développement. Voir ses observations lors du webinaire d'Eurodad mentionné dans la note de bas de page 1.

3 Bhumika Muchhala, du réseau Third World Network, approfondit cette analyse dans [les observations qu'elle a récemment formulées dans le cadre du Dialogue de haut niveau sur le Financement du développement des Nations unies](#) (22 mai 2023) : « Cependant, la feuille de route pour l'évolution de la Banque mondiale, publiée le mois dernier en avril 2023, renforce le "tournant privé" dans son approche du financement. Cela signifie que la priorité est donnée à la promotion des investisseurs privés par le biais d'une réserve de projets et d'actifs bancables ayant une crédibilité en matière d'écologie ou de durabilité ; ce qui implique un transfert des risques du secteur privé vers l'État et les citoyens. Qu'en est-il des innombrables risques qui menacent l'égalité sociale, la résilience des systèmes publics, la justice climatique, l'espace politique pour la transformation structurelle et la responsabilité de l'État envers les citoyens ? »

financement climatique, tels que les responsabilités communes mais différenciées et les capacités respectives, ainsi que le principe du pollueur-payeur. Plus particulièrement, Liane met en garde contre le fait que Bridgetown et le Nouveau pacte financier mondial « accélèrent la tendance à la “Wall Streetification” du discours de la CCNUCC sur le financement climatique », en accordant une attention accrue aux outils et instruments de financement, aux classes d’actifs et à l’effet de levier, ce qui a pour effet d’augmenter ainsi les profits des institutions financières situées dans l’hémisphère nord. En imaginant de nouveaux moyens pour les BMD de contribuer au financement de la lutte contre le changement climatique (par le biais de prêts), Bridgetown contribue également à déplacer la responsabilité de ce financement en dehors des fonds de la CCNUCC, qui sont régis au moins en principe par les pays du Nord et du Sud et qui prévoient la possibilité d’octroyer des subventions en plus des prêts.<sup>4</sup>

C’est au cours des prochains mois et par la suite que l’on découvrira comment Bridgetown influencera ces processus. Il s’agit là d’un terrain d’intervention majeur pour les féministes.

## **QUELLES OPPORTUNITÉS BRIDGETOWN PRÉSENTE-T-IL, DANS UNE ANALYSE FÉMINISTE SYSTÉMIQUE ?**

Bridgetown met en avant des propositions de réforme systémique de grande envergure ayant des implications significatives à la fois pour le climat et pour le développement. Cette initiative, qui s’adresse aux pays de l’hémisphère sud et aux petits États insulaires, a ouvert un espace de débat sur la gouvernance économique et financière mondiale dans le contexte de l’urgence climatique. Elle reconnaît également que des changements systémiques majeurs sont nécessaires pour permettre aux pays d’échapper à la crise de la dette, à la crise du développement et à la crise du climat. Bridgetown constitue la première proposition présentée par un gouvernement de l’hémisphère visant à réformer à grande échelle le financement du climat et du développement. Elle modifie déjà les récits globaux relatifs à ces sphères politiques et à leur chevauchement de plus en plus marqué.

Outre le fait qu’il inscrit ces contraintes dans le contexte de changements systémiques, l’Agenda de Bridgetown place les enjeux à un niveau bien plus proche de celui qu’ils doivent atteindre pour mener à bien les actions en matière de climat et d’ODD. Comme [l’a indiqué](#) Avinash Persaud, Bridgetown est « le seul programme capable de répondre à l’ampleur du problème » posé par la polycrise économique et climatique. Plutôt que de se focaliser sur des changements mineurs, Bridgetown s’interroge sur ce dont nos systèmes internationaux ont réellement besoin pour sortir les pays de la triple contrainte à laquelle ils se retrouvent confrontés.

De plus, Bridgetown élargit le débat sur la vulnérabilité climatique et tente de traduire les particularités des situations propres à de nombreux pays à revenu intermédiaire, en particulier les

---

<sup>4</sup> Voir le webinaire mentionné dans la note de bas de page 1 ci-dessus.

petits États insulaires, au-delà des systèmes de classification restrictifs des revenus qui déterminent l'admissibilité au financement climatique et aux prêts concessionnels.<sup>5</sup>

Par ailleurs, la Barbade et d'autres pays des Caraïbes proposent un mécanisme spécifique dans une clause de sauvegarde qui constitue une véritable innovation. Celui-ci s'appuie sur l'introduction d'une « clause ouragan » par la Grenade en 2015<sup>6</sup> et est le résultat d'une négociation habile entre la Barbade et le FMI. Bridgetown suggère qu'une suspension automatique de la dette en cas d'urgence soit incluse dans tous les prêts à l'avenir. Mais pour faire une réelle différence, cette mesure doit être appliquée à toutes les dettes, de manière rétroactive et généralisée. Son application dépendra d'approbations au cas par cas, et rien ne garantit qu'elle sera généralisée. Par ailleurs, cette solution très spécifique ne peut se substituer à des efforts plus larges en faveur de la justice en matière de dette par le biais de l'annulation et de la restructuration, en tant que condition préalable pour imaginer un modèle de dette qui soit à la fois juste et durable, si tant est que cela soit possible.

## QUELS RISQUES ET QUELLES CRITIQUES UNE APPROCHE FÉMINISTE SYSTÉMIQUE POURRAIT-ELLE METTRE EN ÉVIDENCE ?

Bridgetown, qui est le fruit de l'imagination d'un gouvernement dans un contexte très spécifique, ne remet en question qu'une partie des aspects qui doivent être critiqués et rectifiés concernant les régimes de la dette mondiale, les IFI et l'implication du secteur privé dans la « transformation verte ». L'Agenda est dénué de toute dimension féministe ; il adopte la position d'un pays à revenu intermédiaire capable d'accéder à des prêts concessionnels (plutôt que celle des pays les plus endettés disposant d'une marge de manœuvre fiscale réduite) ; et il confère au secteur privé un rôle bien plus grand dans les dépenses en matière de développement et de changement climatique que celui préconisé par des cadres tels que l'Agenda d'action d'Addis-Abeba (2015).

De plus, selon M. Persaud, le développement et le climat sont les « deux faces d'une même pièce », ce qui signifie que les régimes et les obligations de financement distincts ne font plus qu'un.<sup>7</sup> D'un point de vue pratique, ceci est logique : les pays ont besoin de liquidités pour financer l'atténuation du changement climatique, l'adaptation et les pertes et dommages, et pour investir dans des programmes sociaux qui amélioreraient la vie et respecteraient les droits des femmes, des personnes de sexe différent ainsi que d'autres personnes confrontées à une discrimination systémique. Bon nombre de ces contraintes sont partagées et se renforcent mutuellement (voir [ActionAid \[2023\] sur la dette et le climat](#)). Mais l'amalgame fait à Bridgetown entre le développement et le climat

---

5 Cette analyse a été présentée par Liane Schalatek, vice-directrice de la Fondation Heinrich Boell, en Amérique du Nord, lors d'un [récent webinaire organisé par Eurodad et ses partenaires](#).

6 Pour en savoir plus sur ce contexte, consultez l'article du Financial Times ['Hurricane clause' in bonds helps countries struck by disaster](#) (« La « clause ouragan » dans les obligations aide les pays frappés par une catastrophe »), du 1er juin 2019. Il mentionne également le cabinet de conseil [White Oak Advisory](#), qui a été à l'origine du succès des négociations de la Grenade et de la Barbade visant à inclure cette clause dans des accords spécifiques sur la dette.

7 Dans la version non publiée de Bridgetown 2.0, Avinash Persaud écrit ceci : « [I] est clair qu'en articulant ce cadre, nous devons souligner le caractère de plus en plus inséparable du développement et du climat ; et en particulier le caractère inséparable du développement et du renforcement de la résilience, des pertes et des dommages climatiques et de la transition verte juste ».

risque de voir la nécessité d'un financement climatique « nouveau et complémentaire » diminuer par rapport à l'aide existante, et fait disparaître progressivement la raison d'être du financement climatique, qui est ancré dans les obligations historiques et actuelles des pays industrialisés. Il met également en évidence les tensions existant entre les pays à faible revenu, qui réclament un financement du climat et du développement sous forme de subventions, et les pays à revenu intermédiaire comme la Barbade, qui ont davantage accès aux prêts concessionnels et aux prêts indexés sur le marché,<sup>8</sup> plutôt que de s'appuyer sur la solidarité envers les pays du Sud.

Fondée à partir de la *realpolitik*, qui veut que la plupart des pays de l'hémisphère sud n'aient pas accès à des crédits bon marché, la conférence de Bridgetown a pour objectif de mettre en place un financement concessionnel à long terme. Bien qu'il s'agisse d'une amélioration par rapport au financement actuellement disponible pour la majorité des pays, en particulier ceux classés comme étant à faible revenu, cela risque d'asseoir davantage un modèle de financement du climat et du développement axé sur la dette. La plupart des recherches menées par les réseaux « DAD » (dette et développement) ont montré que le recours aux prêts et au secteur privé, le rôle de l'État se limitant à « dé-risquer » et à encourager ces investissements, est totalement inapproprié si l'on souhaite faire progresser les objectifs de développement ou de lutte contre le changement climatique.<sup>9</sup>

Autre élément sans doute plus préoccupant, Bridgetown opère complètement en dehors du cadre des accords et des structures multilatéraux tels que la CCNUCC et l'Agenda 2030. Au cours de différentes interviews, M. Persaud a partagé son analyse : selon lui, il est peu probable que les pays du Nord prennent des engagements en matière de financement de la lutte contre le changement climatique, du moins pas à temps pour empêcher la prochaine série de catastrophes climatiques qui toucheront ceux qui sont en première ligne.<sup>10</sup> Si les féministes œuvrant pour la justice pourraient convenir que le processus contraignant de l'ONU, qui dure depuis des décennies, ne fonctionne pas, leur solution consisterait à consolider ce processus, en appliquant ses principes de responsabilités communes mais différenciées et de pollueur-payeur, entre autres<sup>11</sup>, et non pas à le contourner et à le saper.

---

**8** M. Persaud est toujours aux prises avec cette tension, comme l'indique sa récente [interview dans le magazine in Sierra](#) : « Certaines personnes qui bénéficient déjà d'un financement à des conditions préférentielles s'inquiètent à juste titre du fait que nous pourrions soustraire de l'argent à leurs besoins essentiels en matière de santé publique, d'éducation, d'infrastructures et de services sociaux. L'intention n'est pas là. Après avoir écouté attentivement ces préoccupations, nous ne proposons pas de modifier l'accord concessionnel. En revanche, nous suggérons qu'en plus de l'accord concessionnel pour les pays les plus pauvres, il y ait une dette à 50 ans à faible coût qui aille aux pays vulnérables au climat lorsqu'ils investissent dans la résilience qui leur permettra d'économiser de l'argent à l'avenir ».

**9** Voir Eurodad (2022) [History RePPeated II: Why Public-Private Partnerships are not the solution](#) (« Histoire répétée II : pourquoi les partenariats public-privé ne sont pas la solution ») et son rapport précédent et son rapport précédent (2018), [History RePPeated - How public-private partnerships are failing](#), (« Histoire répétée : comment les partenariats public-privé échouent »), tous deux produits en coopération avec de nombreuses organisations œuvrant pour la justice économique et contre la dette, notamment Afrodad, Asian People's Movement on Debt and Development (APMDD), Latindadd, et bien d'autres.

**10** « Nous avons donc décidé qu'au lieu de mettre l'accent sur la question de la justice, qui est une question réelle et légitime, nous trouverions une solution en dégageant les moyens financiers nécessaires pour transformer le monde, au lieu de dire qui est à blâmer. Je comprends parfaitement l'histoire de la justice. Je crois fermement que c'est une bonne chose. Je suis content que les gens en parlent. Mais cela ne nous fera pas avancer. En fait, cela nous empêche d'avancer. Nous avons besoin d'une coalition mondiale. Pour moi, la question n'est donc pas de savoir comment faire en sorte que les pays en développement s'y intéressent. Parce qu'ils le voient tout le temps. Il s'agit plutôt de savoir comment faire en sorte que les pays développés y adhèrent pleinement. » [Interview](#) de M. Persaud par Steve Herz, publié le 1er mai 2023, Sierra.

**11** Voir les remarques alléguées par Liane Schalatek, de la Fondation Heinrich Boell Washington DC, lors de la [session stratégique féministe sur le financement du climat](#) coorganisée le 1er mars 2023 par le Nexus Action féministe pour la justice économique et climatique et le Women and Gender Constituency ([enregistrement](#) ; [diapositives](#)).

Dans l'ensemble, Bridgetown représente un nouveau défi pour le multilatéralisme<sup>12</sup> et le transfert de la responsabilité des biens publics mondiaux vers le secteur privé. L'objectif de l'initiative, qui est de « mobiliser » 3 à 4 billions de dollars d'investissements privés en faveur de la résilience climatique et des objectifs de développement durable en fournissant des « mesures incitatives significatives pour réorienter l'épargne privée », ne fait que répéter le fameux discours « Des milliards aux billions » : la promesse sans fondement de voir le secteur privé combler les lacunes en matière de financement du développement. Il est à craindre que l'Initiative Bridgetown n'affaiblisse les obligations des pays de l'hémisphère nord en matière de financement du développement et de la lutte contre le changement climatique et n'en détourne l'attention, en rejetant la responsabilité sur les BMD et le secteur privé. Nous espérons plutôt que les processus de la CCNUCC et du financement du développement connaîtront une nouvelle impulsion, que les pays riches respecteront leurs engagements et qu'ils apporteront des ressources significatives aux peuples et aux pays qui ont été victimes de leurs stratégies économiques, sous la forme de subventions financées par l'impôt.

Si l'Agenda de Bridgetown est repris par les BMD et les gouvernements donateurs (comme semble l'indiquer la prise de position de Macron lors du sommet français précédant le G20), il risque surtout d'inscrire davantage dans le marbre une vision du monde et des modalités de mise en œuvre très spécifiques, fondées sur le cynisme politique et le souci du profit plutôt que sur les obligations et sur les droits. Comme l'a expliqué Mae Buenaventura, de l'Asian People's Movement on Debt and Development (APMDD),<sup>13</sup> lors d'un récent séminaire en ligne, le financement du climat par la dette signifie que les pays du Sud paient le prix de l'atténuation des effets des crises climatiques qu'ils n'ont pas provoquées et de l'adaptation à ces crises, ce qui va complètement à l'encontre du principe de la justice climatique.

## EN QUOI CELA LES FÉMINISTES SONT-ELLES CONCERNÉES ?

Des espaces de discussion sur les propositions de Bridgetown voient le jour tout au long de l'année, tant dans la sphère économique que dans celle de la politique climatique. Ceux-ci sont l'occasion pour l'analyse féministe d'éclairer et d'influencer les débats, en particulier sur les questions de la dette et du financement du changement climatique. L'adoption des propositions de Bridgetown dans les instances politiques mondiales offre la possibilité de faire progresser l'analyse systémique mise en avant depuis des décennies par les féministes de l'hémisphère sud et de la majorité des régions du monde, et de remettre en question les aspects de Bridgetown qui sont en contradiction avec nos visions, comme nous l'avons souligné plus haut.

---

<sup>12</sup> Voir la fondation Rosa-Luxemburg et le Forum sur la politique mondiale (2022) : [We Get the UN We Fund, Not the UN We Need: How the UN Opened Its Doors to Private Funding and Networked Multilateralism](#) (« Nous avons l'ONU que nous finançons, pas l'ONU dont nous avons besoin : Comment l'ONU a ouvert ses portes au financement privé et au multilatéralisme en réseau »), par Elena Marmo.Marmo.

<sup>13</sup> [Reform or Regress? From the World Bank's Evolution Roadmap to the Bridgetown Agenda](#) (« Réforme ou régression ? De la Feuille de route sur l'évolution de la Banque mondiale à l'Agenda de Bridgetown »), organisé par Eurodad et ses partenaires le 6 avril 2023.



En participant aux discussions menées dans le cadre de Bridgetown et du Nouveau pacte financier mondial, les féministes des mouvements en faveur de la justice climatique et économique, en particulier celles issues des organisations locales, nationales ou régionales des petits États insulaires en développement (PEID) et des pays du Sud/majoritaires, entendent influencer le discours et la mise en œuvre éventuelle de ces nouvelles approches. Il est essentiel que les gouvernements disposent d'une plus grande « marge de manœuvre fiscale » pour pouvoir affecter leurs recettes à leurs propres priorités, notamment la protection sociale, l'égalité entre les hommes et les femmes et l'action climatique. La gouvernance économique et financière internationale doit impérativement adopter une approche fondée sur les bons droits et centrée sur les personnes. Cette approche est défendue par les féministes en parallèle des propositions formulées par l'Initiative Bridgetown, mais aussi, bien souvent, en opposition à celles-ci.

## **QUE SOUHAITONS-NOUS PROPOSER À LA PLACE ? VERS UNE VISION FÉMINISTE DE LA JUSTICE STRUCTURELLE**

L'analyse avancée par les féministes propose une approche des changements systémiques nécessaires dans la gouvernance économique, financière et climatique mondiale, qui vise à s'attaquer aux causes profondes de la crise de la dette et du sous-financement des services publics et de la protection sociale. Plutôt que de continuer à caresser le faux espoir que le secteur privé se pose en sauveur du développement (et maintenant du climat), les visions féministes appellent à une démocratisation des systèmes économiques et financiers qui régissent les choix politiques de la plupart des gouvernements du monde tout en les contraignant, et à une reconfiguration complète de ces systèmes.

Voici quelques exemples de propositions systémiques féministes sur les thèmes inscrits à l'ordre du jour de Bridgetown :

### **Mettre un terme à la crise de la dette souveraine<sup>14</sup>**

- ➔ Promulguer un nouveau mécanisme multilatéral d'annulation et de restructuration de la dette souveraine, sous les auspices de l'ONU, afin d'aider les États à restructurer leurs dettes vis-à-vis de tous les créanciers ou à les annuler, de manière équitable et transparente. La restructuration et l'annulation doivent faire l'objet d'évaluations en matière de viabilité de la dette qui intègrent de façon significative le financement de la lutte contre le changement climatique, l'égalité des sexes et les évaluations de l'impact sur les droits humains. [Nexus Action]
- ➔ Aligner la restructuration et l'annulation de la dette sur la nécessité de procéder à des réparations au titre des émissions historiques de carbone et des pertes et dommages, et sur le financement de la lutte contre le changement climatique que doivent assumer les pays développés en fonction de leur juste part.

---

<sup>14</sup> Voir aussi les [observations alléguées par Carola Mejía Silva de Latindadd](#) lors du Dialogue de haut niveau sur le Financement du développement des Nations unies (22 mai 2023).

- ➔ Annuler sans condition la dette extérieure publique pour les quatre prochaines années au minimum, afin de permettre aux pays de l'hémisphère sud de financer l'action climatique et l'Agenda 2030.
- ➔ Réorienter les ressources publiques consacrées aux prêts prédateurs, illégitimes et coloniaux pour qu'ils soient centrés sur l'action climatique et les services publics sensibles au genre afin de réduire le travail de soins non rémunéré et de le redistribuer, et de promouvoir ainsi le bien-être collectif.

## Démocratiser la gouvernance économique et financière

- ➔ Réformer les structures de gouvernance économique mondiale qui reposent sur les inégalités et le pouvoir issu de l'ère coloniale, en particulier le FMI et la Banque mondiale, afin de garantir une participation équitable des pays de l'hémisphère sud à la prise de décision et de mettre ces institutions en adéquation avec leurs priorités et leurs besoins.
- ➔ Restaurer le véritable rôle de l'ONU dans la prise de décision sur les questions macroéconomiques de la dette, de la fiscalité et du commerce, ainsi que sur les questions émergentes telles que la numérisation et la gouvernance de l'Internet.
- ➔ Mettre fin à l'extension des prêts conditionnels qui favorisent l'austérité, en passant à des subventions qui ciblent le bien-être social national et la fourniture de biens et de services publics.

## Lutter contre la mainmise des entreprises par la réglementation et les mesures fiscales

- ➔ Limiter le pouvoir des entreprises au sein de la gouvernance économique mondiale et exiger de celles-ci qu'elles respectent leurs obligations extraterritoriales, notamment en renforçant les principes directeurs de l'ONU relatifs aux entreprises et aux droits humains et en adoptant un traité international juridiquement contraignant régissant les entreprises transnationales en matière de droits humains et d'obligation de rendre des comptes.
- ➔ Exiger la mise en œuvre d'évaluations ex ante et périodiques portant sur l'impact de toutes les politiques économiques, de tous les financements privés et de tous les accords commerciaux et d'investissement sur les droits humains, l'environnement et le genre ; réviser ou mettre fin à toute activité ou tout accord économiques incompatible ou préjudiciable aux droits humains et à l'environnement.

Ces propositions sont issues des [principales revendications](#) formulées par le Nexus Action féministe pour la justice économique et climatique, qui portent sur la dette, la fiscalité, le commerce, le financement de la lutte contre le changement climatique, la réforme des IFI et la remise en cause de la mainmise des entreprises sur les espaces multilatéraux. Ces revendications sont fondées à partir du Plan d'action du Nexus Action, [Un programme féministe pour les peuples et la planète : Principes et recommandations pour un programme féministe mondial de justice économique](#) (Diyana Yahaya, 2021) et [Un Nouveau pacte vert mondial féministe et décolonial : Principes, paradigmes et transformations systémiques](#) (Bhumika Muchhala, 2021). Elles s'appuient également sur l'analyse systémique féministe présentée, entre autres, par la [Coalition féministe pour un nouveau pacte vert](#), le [Collectif féministe COVID-19](#) et les [militantes féministes réunies à l'occasion du forum de Pékin+25 à Mexico](#) (2019).<sup>15</sup>

<sup>15</sup> Il convient également de s'intéresser aux récentes articulations d'un nouveau contrat social (écosocial, féministe et antiraciste) définies par l'[UNRISD](#), la [CSI](#), [Christian Aid](#), et d'autres organisations.

## QUI EN ASSURE LE SUIVI ?

Les mouvements pour la justice économique et climatique considèrent l'Agenda de Bridgetown comme un point d'entrée pour le plaidoyer et l'engagement. Les organisations qui s'organisent autour de ce thème sont les suivantes :

- ➔ les principaux acteurs de la justice de la dette tels qu'Eurodad, APMDD, Latindadd, Afrodad et Debt Justice (UK),
- ➔ les ONGI qui travaillent sur la justice économique et les IFI, y compris celles convoquées par ActionAid USA et le Bretton Woods Project lors de deux récentes sessions stratégiques (en octobre 2022 et avril 2023) : ActionAid International, Oxfam International, Recourse, Christian Aid,
- ➔ les organisations de défense du climat, en particulier CAN-International et la campagne Big Shift, qui a décidé de donner la priorité à Bridgetown ; le groupe CAN-Finance qui organise des manifestations sur la transformation du système financier ; Oil Change International, Friends of the Earth, Power Shift Africa, GFLAC (Climate Finance Group of Latin America and the Caribbean) et Urgewald,
- ➔ les organisations régionales et mondiales basées dans l'hémisphère sud, notamment Third World Network, Arab Watch Coalition, Tax Justice Network-Africa,
- ➔ des groupes de réflexion tels que le CEPR et le Global Development Policy Center de l'Université de Boston,
- ➔ des organisations féministes comme Equidad de Género, Ciudadanía, Trabajo y Familia et Gender Action,
- ➔ l'organisation régionale des Caraïbes autour de la justice climatique et économique, et
- ➔ la Women & Gender Constituency de la CCNUCC, qui s'efforce d'influencer la présidence de la COP28 (EAU) pour qu'elle adopte une analyse féministe de la justice en matière de dette, de la transition équitable, de la responsabilité et de la transparence.

L'analyse et le plaidoyer féministes collectifs joueront un rôle essentiel pour assurer la surveillance des espaces politiques dans lesquels Bridgetown cherche à intervenir, à savoir le Sommet de Paris pour un Nouveau pacte financier mondial (juin 2023), les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI (octobre 2023) et la COP28 (novembre-décembre 2023). Il est absolument capital d'insister sur la nécessité d'un changement structurel et de réorienter la conversation vers nos alternatives progressistes et systémiques si l'on souhaite parvenir à une gouvernance économique et financière mondiale qui répare les injustices et protège les peuples et la planète.

## ANNEX 1

# L'ÉVOLUTION DE L'AGENDA DE BRIDGETOWN

## Bridgetown 1.0 ([page Internet du gouvernement de la Barbade](#), milieu de l'année 2022)

### 1 Fournir des liquidités d'urgence

- ramener l'accès à ses facilités inconditionnelles de crédit et de financement rapides aux niveaux antérieurs à la crise,
- suspendre temporairement ses majorations d'intérêt,
- réaffecter au moins 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux (DTS) inutilisés à ceux qui en ont besoin, et
- rendre opérationnel le fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité d'ici octobre 2022.
- Le G20 doit s'accorder sur une initiative de suspension du service de la dette ambitieuse qui intègre tous les prêts accordés par les banques multilatérales de développement (BMD) aux pays les plus pauvres, ainsi que les prêts liés à la COVID aux pays à revenu intermédiaire.
- Les principaux émetteurs de dette sur les marchés doivent contribuer à normaliser les clauses relatives aux catastrophes naturelles et aux pandémies dans tous les instruments de dette afin de mieux absorber les chocs.

### 2 Augmenter les prêts multilatéraux aux gouvernements de 1 000 milliards de dollars en faveur des ODD et de la résilience climatique

- Les actionnaires des BMD doivent mettre en œuvre les recommandations de l'examen indépendant des cadres d'adéquation des fonds propres du G20 d'ici fin 2022.
- La Banque mondiale et les autres BMD doivent utiliser la marge de manœuvre restante, l'appétence accrue au risque, les nouvelles garanties et la détention de DTS pour augmenter les prêts aux gouvernements de 1 000 milliards de dollars. Les nouveaux prêts concessionnels doivent donner la priorité à la réalisation des ODD partout dans le monde et au renforcement de la résilience climatique dans les pays vulnérables au changement climatique.

### 3 Activer l'épargne du secteur privé pour l'atténuation du changement climatique et financer la reconstruction après une catastrophe climatique grâce à de nouveaux mécanismes multilatéraux

- Nous avons besoin de la mise en place d'un mécanisme mondial permettant d'obtenir des subventions pour la reconstruction de tout pays qui vient d'être mis en péril par une catastrophe climatique.
- Une nouvelle émission de 500 milliards de DTS (650 milliards de dollars) ou d'autres instruments à long terme et à faible taux d'intérêt pour soutenir une agence multilatérale qui accélère l'investissement privé dans la transition vers une économie sobre en carbone, là où il est le plus efficace.

## **Bridgetown 2.0** (Document non officiel, diffusé début avril 2023)

**1** Nous appelons à une reconstitution substantielle des ressources de l'IDA.

**2** Nous appelons à la mise en place d'un système de financement international pour mobiliser les plus de 2 trillions de dollars par an dont ont besoin les pays en développement dans leur ensemble, et dont les objectifs sont les suivants :

- catalyser l'épargne privée pour financer les éléments qui génèrent des revenus, comme une grande partie de l'atténuation du changement climatique et de l'Agenda de l'agriculture durable (environ 1,65 trillion de dollars par an),
- utiliser de nouveaux instruments de prêt à très long terme et à faible coût provenant de BMD élargies pour financer ce qui ne génère pas de revenus mais de l'épargne, comme une grande partie du programme de résilience, certains investissements dans le capital naturel et la santé publique (environ 250 milliards de dollars par an),
- utiliser de nouvelles sources de revenus pour les éléments qui ne génèrent pas de revenus et peu d'économies, comme une grande partie des pertes et dommages causés par les catastrophes naturelles, les coûts sociaux de la transition verte et certaines dépenses pour la santé publique et la diversité biologique (environ 100 milliards de dollars par an).

**3** Pour encourager l'épargne privée dans les pays en développement, nous proposons de créer un fonds d'investissement pour le financement de la transition verte ou JGT-FIT (Just Green Transition, Financing Investment Trust). Ce fonds ferait partie du réseau des BMD et fournirait des couvertures de change peu coûteuses à long terme pour les revenus en monnaie locale des 1,65 trillion de dollars de projets de transformation verte. Un projet pilote pourrait être lancé cette année avec un nouveau capital de 5 milliards de dollars.

**4** Nous devons augmenter de 1 000 milliards de dollars les prêts des BMD destinés aux ODD en réformant le capital exigible et en réaffectant les DTS.

**5** Une partie de ces nouveaux prêts doit être employée pour accès aux pays vulnérables au changement climatique qui investissent dans la résilience climatique à des conditions à très long terme et à faible coût, par exemple une dette de 50 ans aux taux d'emprunt de la BIRD.

**6** Nous avons besoin de nouvelles sources de revenus pour financer le fonds des pertes et dommages, telles que :

- **un prélèvement international sur les émissions de GES** qui ne sont pas actuellement prises en compte au niveau national, sous la forme d'une taxe sur les émissions, et notamment d'une taxe spécifique sur le méthane, pour les secteurs du transport maritime, des combustibles fossiles et de l'agriculture,
- 30 % des recettes provenant du **nouvel impôt minimum mondial sur les sociétés** et du MACF ou d'autres initiatives similaires.

**7** Afin de rendre le système financier international plus apte à faire face aux bouleversements à venir, nous appelons à l'adoption de clauses relatives aux catastrophes naturelles dans tous les instruments de financement, qu'il s'agisse des emprunteurs souverains ou des prêteurs des BMD.

**8** Dans le même ordre d'idées, nous demandons au FMI d'élargir l'accès à ses ressources et d'en relever les limites, ainsi que de suspendre les majorations de taux d'intérêt dans les périodes de tensions financières internationales telles que celle que nous connaissons actuellement.

**9** Nous devons rendre la dette plus soutenable. C'est principalement le niveau de la dette détenue par les créanciers privés qui pose problème aujourd'hui. Nous devons faire en sorte que la restructuration de la dette privée dans le cadre des programmes du FMI soit plus attrayante pour les pays, notamment en améliorant le degré de transparence et de prévisibilité quant à la capacité des gouvernements à atteindre les objectifs budgétaires selon des modalités plus acceptables au niveau local. L'analyse de la viabilité de la dette du FMI, utilisée par de nombreux autres organismes, doit réduire le poids de la dette qui finance des investissements favorisant la résilience et permettant de réaliser des économies futures, par rapport à la dette qui ne le fait pas, afin de laisser de la place aux investissements favorisant la résilience.

**10** Dette publique : améliorer le cadre commun, se coordonner avec les pays en développement prêteurs et, le cas échéant, annuler la dette publique.

## **Bridgetown 2.0 (tel qu'annoncé à l'ONU et présenté dans un communiqué de presse, 26 avril 2023)**

1. Fournir un soutien immédiat à la liquidité, notamment en **réaffectant au moins 100 milliards de dollars de droits de tirage spéciaux inutilisés** par l'intermédiaire du FMI et des banques multilatérales de développement.
2. Rétablir la viabilité de la dette aujourd'hui et à long terme et aider les pays à **restructurer leur dette** grâce à des taux d'intérêt bas à long terme.
3. Augmenter considérablement les prêts destinés au développement du secteur public afin d'atteindre 500 milliards de dollars par an pour stimuler l'investissement dans les ODD (ensemble de mesures porteuses de transformations en faveur des ODD).
4. Mobiliser plus de **1 500 milliards de dollars par an d'investissements du secteur privé** dans la transformation verte.
5. Transformer la **gouvernance des institutions financières internationales** pour que celles-ci soient plus représentatives, équitables et inclusives.
6. Créer un **système commercial international** qui soutienne les transformations vertes et équitables à l'échelle mondiale.

## ANNEX 2

# RESSOURCES ET LECTURES COMPLÉMENTAIRES

ActionAid (2023): [The Vicious Cycle: Connections Between the Debt Crisis and Climate Crisis](#) (« Le cercle vicieux : en quoi la crise de la dette et la crise climatique sont liées »)

APMDD (2022): [“To Governments at the COP27 and the G20 Summit: Deliver actions on climate and economic justice!”](#) (« À l’attention des gouvernements présents à la COP27 et au sommet du G20 : mettez en œuvre des actions en faveur de la justice climatique et économique ! »)

Bretton Woods Project (2022): [“Resilience and Sustainability Trust’s first loans promote climate PPPs, raising concerns they may create fiscal risks”](#) (« Les premiers prêts du fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité encouragent les PPP climatiques, ce qui suscite des inquiétudes quant aux risques fiscaux qu’ils peuvent engendrer »)

L’Élysée (gouvernement français) (2023): [Background Concept Note for Paris Summit](#) (« Note conceptuelle de fond pour le Sommet de Paris »); [Official Concept Note for Paris Summit](#) (« Note conceptuelle officielle pour le Sommet de Paris »); [Summit Overview \(Slide Deck\)](#); [Summit website](#)

Fresnillo, Iolanda and Ilaria Crotti (2022): [Riders on the storm - How debt and climate change are threatening the future of small island developing states](#). (« Les cavaliers de la tempête : comment la dette et le changement climatique menacent l’avenir des petits États insulaires en développement »). Eurodad

Gouvernement de la Barbade (2022): [The Bridgetown Initiative](#) (« L’Initiative Bridgetown »)

Herz, Steve (2023): [“The Global Climate Breakdown: A Reform Agenda for the World Bank and the IMF. A conversation with professor Avinash Persaud.”](#) (« La rupture climatique mondiale : un programme de réforme pour la Banque mondiale et le FMI. Une conversation avec le professeur Avinash Persaud »). Sierra Magazine.

Lustgartn, Abrahm (2022): [“The Barbados Rebellion.”](#) (« La rébellion de la Barbade »). New York Times Magazine.

Mejía Silva, Carola (2023): [Climate crisis, debt and recovery in a context of multiple crises A look from a Climate Justice perspective in Latin America and the Caribbean](#). (« Crise climatique, dette et redressement dans un contexte de crises multiples. Un regard à partir d’une perspective de justice climatique en Amérique latine et dans les Caraïbes ») Latindadd

Persaud, Avinash (2022): [“Bridgetown Initiative calls for new Global Climate Mitigation Trust financed via Special Drawing Rights”](#). (« L’initiative Bridgetown appelle à la création d’un nouveau fonds fiduciaire mondial pour l’atténuation des changements climatiques financé par des droits de tirage spéciaux »). Bretton Woods Project.

Persaud, Avinash (2022): [Sortir de l’impasse sur le climat : l’Initiative Bridgetown](#). Géopolitique, Réseau, Énergie, Environnement, Nature (GREEN), Numéro 3.

Reuters (2023): [“Exclusive: IMF, others should give \\$100 billion climate foreign-currency guarantee, document says”](#) (« Exclusif : le FMI et d’autres institutions devraient garantir 100 milliards de dollars de devises étrangères pour le climat, selon un document »)

ONU (2023): [“With clock ticking for the SDGs, UN Chief and Barbados Prime Minister call for urgent action to transform broken global financial system”](#) (« Alors que l’heure tourne pour les ODD, le Commissaire général de l’ONU et le Premier ministre de la Barbade appellent à une action urgente pour transformer le système financier mondial défaillant »). Communiqué de presse (publié sur les sites Internet officiels de la Barbade et de la CARICOM).

Forum économique mondial (2023): [“The Bridgetown Initiative: here’s everything you need to know”](#) (« L’Initiative Bridgetown : tout ce que vous devez savoir »)